

Communiqué d 'Ensemble!

Chômage et appel au bénévolat. Ensemble condamne la réserve citoyenne.

“C’est de l’enfer des pauvres qu’est fait le paradis des riches.” Victor Hugo

Qui peut être opposé à aider les plus démunis, à donner un coup de main à l’école, à la crèche? Les réponses positives à l’appel du Maire montrent la volonté des citoyens de partager et d’être utiles. Mais, faire travailler gratuitement, sans verser les cotisations sociales quand Saint Briec compte plus de 3 000 chômeurs, c’est faire un pas de plus dans la politique de la casse des services publics. Les élus de Saint-Brieuc mettent en avant le COVID pour créer la réserve citoyenne. C’est oublier d’une part que l’Etat sous Hollande et sous Macron a diminué son financement tous les ans (3 millions € par an depuis 2012), et que la Ville a supprimé 120 emplois en 4 ans en catégorie C (exécution).

Et à Saint Briec comme ailleurs, les consignes sont: faire plus avec moins, faire faire par le privé! Les postes sont remplacés par des prestations de service, les services fonctionnent en flux tendus, les temps partiels reviennent en force. Moins d’agents, c’est plus de fatigue. Les services ne tiennent que parce que les agents vont souvent au-delà de leurs limites.

Et pendant ce temps, les très lucratives jardineries Truffaut proposent à leurs clients d’arrondir leur facture pour financer les hôpitaux, Sanofi engrange des bénéfices record de 12,3 milliards d’€ (+340%) et va supprimer 1700 postes dans la recherche (400 en France).

Les services publics sont garants de l’égal traitement des citoyens. Ils assurent des droits et de la dignité à tous. La crise du coronavirus doit être l’occasion de changer de cap. Créer les emplois publics nécessaires est une priorité. C’est à cela que doivent servir les impôts, pas à ruisseler vers les actionnaires.

Saint Briec, le 5 février 2021

